

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1994/L.24
21 février 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 16 de l'ordre du jour

LE BON FONCTIONNEMENT DES ORGANES CREES EN APPLICATION DES INSTRUMENTS
DES NATIONS UNIES RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Australie, Autriche, Canada, Chili, Danemark*, Finlande, Norvège*
et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :
projet de résolution

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Bon fonctionnement des organes créés en application des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant sa résolution 1993/16 du 26 février 1993 et la résolution 48/120 de l'Assemblée générale, en date du 20 décembre 1993, ainsi que les autres résolutions pertinentes,

Réaffirmant que l'application effective des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme est d'une importance capitale pour les efforts que l'Organisation déploie, en vertu de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, pour promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

Considérant que le bon fonctionnement des organes conventionnels créés en vertu des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme est indispensable pour l'application intégrale et effective de ces instruments,

Rappelant que l'Assemblée générale, dans sa résolution 48/120, a réaffirmé qu'il lui incombait d'assurer le bon fonctionnement des organes conventionnels créés en vertu d'instruments qu'elle a adoptés et, à cet égard, a réaffirmé qu'il importait :

- a) De veiller au bon fonctionnement des systèmes de présentation de rapports périodiques par les Etats parties à ces instruments;
- b) De mobiliser des ressources financières suffisantes pour surmonter les difficultés qui font actuellement obstacle au bon fonctionnement desdits organes;
- c) D'examiner aussi bien la question des rapports à présenter que celle des incidences financières lors de l'élaboration de tout nouvel instrument relatif aux droits de l'homme,

Exprimant sa préoccupation devant l'arriéré de plus en plus important enregistré en ce qui concerne la présentation des rapports des Etats parties aux instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, de même que devant les retards apportés à l'examen des rapports par les organes conventionnels créés en vertu desdits instruments,

Exprimant également sa préoccupation devant le fait que de nombreux Etats parties ne s'acquittent pas des obligations financières qui leur incombent en vertu des instruments pertinents des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme,

Rappelant les conclusions et recommandations des quatre réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs

aux droits de l'homme, tenues depuis 1988, et l'approbation donnée par l'Assemblée générale, dans sa résolution 46/111 du 17 décembre 1991, et par la Commission des droits de l'homme, dans sa résolution 1992/15 du 21 février 1992, aux recommandations tendant à simplifier, à rationaliser et à améliorer diversement les procédures de présentation des rapports,

Prenant acte en particulier des conclusions et recommandations des troisième et quatrième réunions des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, tenues à Genève du 1er au 5 octobre 1990 et du 12 au 16 octobre 1992, respectivement,

Prenant note de la réunion que les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ont tenue avec les présidents des principaux organes régionaux et autres créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à l'occasion de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

Prenant note avec satisfaction du rapport intérimaire consacré à l'étude actualisée établie par l'expert indépendant sur les méthodes envisageables à long terme pour améliorer le fonctionnement du régime institué par les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et du fait que l'Assemblée générale l'a priée d'examiner les propositions que l'expert indépendant formulera dans son rapport final en vue de recommander des mesures supplémentaires,

Rappelant également que l'Assemblée générale, dans sa résolution 45/85 du 14 décembre 1990, a fait siennes les recommandations de l'Equipe de travail sur l'informatisation, en vue d'accroître l'efficacité des organes conventionnels et afin qu'il soit plus facile aux Etats parties de s'acquitter de leurs obligations en matière d'établissement de rapports et aux organes conventionnels d'examiner ces rapports, et a prié le Secrétaire général d'accorder une haute priorité à l'établissement d'une base de données informatisée en vue d'accroître l'efficacité desdits organes conventionnels,

Prenant note également des paragraphes pertinents de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne, adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme,

1. Demande instamment aux Etats parties de notifier au Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains

ou dégradants, leur acceptation des modifications approuvées par les Etats parties et par l'Assemblée générale et concernant le financement des comités créés en vertu de ces conventions par prélèvement sur le budget ordinaire;

2. Engage tous les Etats parties à s'acquitter ponctuellement et intégralement de leurs obligations financières, y compris leurs arriérés, au titre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en attendant l'entrée en vigueur de ces modifications;

3. Accueille avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur l'application effective des conclusions et recommandations issues de la quatrième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (A/48/508) et la Déclaration de Vienne des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, adoptée à l'issue de la réunion que ceux-ci ont tenue à Vienne, à l'occasion de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, avec les présidents des principaux organes régionaux et autres créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme;

4. Prie le Secrétaire général d'accorder une haute priorité à l'établissement d'une base de données informatisée afin d'améliorer le bon fonctionnement des organes créés en vertu d'instruments internationaux;

5. Prie le Secrétaire général de s'employer à titre prioritaire à assurer la mise en oeuvre la plus rapide possible des recommandations de l'Equipe de travail sur l'informatisation, en priant les Etats Membres, en particulier ceux qui sont parties aux différents instruments relatifs aux droits de l'homme, de verser des contributions volontaires généreuses pour faire face à la dépense initiale, non renouvelable, afférente au système envisagé;

6. Demande de nouveau instamment aux Etats parties de faire tout leur possible pour s'acquitter de leur obligation de présenter des rapports et d'aider, à titre individuel et dans le cadre des réunions des Etats parties, à la recherche et à la mise en oeuvre des moyens qui permettraient de simplifier et d'améliorer encore les procédures de présentation des rapports ainsi que de renforcer la coordination et l'échange d'informations entre les organes créés en vertu d'instruments internationaux et avec les organismes compétents des Nations Unies, y compris les institutions spécialisées;

7. Demande instamment aux organes conventionnels d'étudier les moyens de réduire les doubles emplois dans les rapports à présenter en vertu des différents instruments et de réduire de manière générale la charge que l'établissement de ces rapports impose aux Etats Membres, notamment :

- a) En déterminant l'usage qui peut être fait des renvois internes dans la rédaction des rapports;
- b) En chargeant des services administratifs nationaux de coordonner les rapports à présenter à tous les organes conventionnels;
- c) En établissant une coordination entre les organes conventionnels et l'Organisation internationale du Travail afin d'identifier les chevauchements existant entre leurs conventions et instruments respectifs;
- d) En envisageant la possibilité de présenter des rapports "mondiaux" et de remplacer les rapports périodiques généraux par des rapports spécifiques et des rapports thématiques;

8. Se félicite que la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ait mis l'accent sur l'importance de l'assistance technique et des services consultatifs et, à cette fin :

- a) Prie à nouveau le Secrétaire général de lui faire régulièrement rapport sur les projets d'assistance technique que ces organes auront pu recenser;
- b) Invite lesdits organes à s'attacher en priorité à recenser de tels projets d'assistance technique dans le cours normal de leurs activités d'examen des rapports périodiques des Etats parties;
- c) Invite lesdits organes à recenser les Etats qui pourraient bénéficier d'une assistance technique pour achever leurs rapports initiaux;

9. Encourage tous les organes conventionnels à adopter la pratique qui consiste, dans le cas des Etats parties qui ont gravement manqué à leurs obligations en matière de rapports, à examiner la situation dans ces Etats, même en l'absence de rapports;

10. Demande instamment à tous les Etats parties dont les rapports ont été examinés par des organes conventionnels de donner suite comme il convient aux observations et aux conclusions de ces organes sur leurs rapports;

11. Recommande que les directives des organes conventionnels concernant la présentation des rapports soient modifiées de manière à indiquer les renseignements concernant les femmes que les Etats parties doivent fournir dans leurs rapports;

12. Invite les présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme à étudier, lors de leur prochaine réunion, les moyens d'assurer un échange d'informations et une coopération entre ces organes en ce qui concerne leur pratique relative aux droits fondamentaux des femmes;

13. Approuve les recommandations de la réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme touchant la nécessité d'assurer à ces organes les ressources financières et humaines nécessaires pour leur permettre de fonctionner comme il convient et, à cette fin :

a) Demande de nouveau que le Secrétaire général assure des ressources adéquates aux divers organes créés en vertu d'instruments internationaux;

b) Prie le Secrétaire général de présenter un rapport sur la question à la Commission à sa cinquante et unième session ainsi qu'à l'Assemblée générale à sa quarante-neuvième session;

14. Prie le Secrétaire général d'établir un inventaire de toutes les activités normatives concernant les droits de l'homme menées sur le plan international, afin de faciliter la prise des décisions en meilleure connaissance de cause;

15. Prie également le Secrétaire général de veiller à ce que les récents rapports des Etats parties aux organes chargés de surveiller l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et les comptes rendus analytiques des débats que les comités leur ont consacrés, ainsi que les conclusions et les observations finales de ces organes, soient mis à la disposition des centres d'information des Nations Unies situés dans les pays ayant présenté ces rapports;

16. Prie en outre le Secrétaire général de faire en sorte que le Manuel relatif à l'établissement des rapports sur les droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies soit disponible le plus rapidement possible dans toutes les langues officielles et que les recommandations formulées au

sujet de ce manuel par la quatrième réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme reçoivent toute l'attention voulue;

17. Décide d'examiner cette question à titre prioritaire à sa cinquante et unième session au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Bon fonctionnement des organes créés en application des instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme".
